**Les exigences deTotalEnergies, EDF et Engie relèvent du mépris !**

Publié le Mardi 5 Juillet 2022

Sébastien Menesplier Emmanuel Lépine Secrétaire général de la FNME CGT Secrétaire général de la Fnic CGT

Cela rappelle les années 1970 avec le choc pétrolier où le discours était : *« Chaque geste compte et l’effort doit être immédiat, collectif et massif. »* C’est irrespectueux de la part des trois dirigeants des groupes énergéticiens français, TotalEnergies, EDF et Engie, qui appelaient, dimanche 26 juin, dans une tribune du *Journal du dimanche,* l’ensemble des Français à réduire *« immédiatement »* leur consommation de carburant, pétrole, électricité et gaz face aux risques de pénurie et de flambée des prix qui menaceraient *« la cohésion sociale »,* l’hiver prochain.

C’est aussi gonflé de la part des auteurs du texte d’évoquer que *« la meilleure énergie reste celle que nous ne consommons pas »* et d’appeler *« à une prise de conscience et à une action collective et individuelle pour que chacun d’entre nous – chaque consommateur, chaque entreprise – change ses comportements et limite immédiatement ses consommations énergétiques, électriques, gazières et de produits pétroliers »*.

Pour la Fnic CGT et la FNME CGT, la flambée des prix de l’énergie découle des logiques de rentabilité des groupes énergétiques et de choix politiques des gouvernements successifs ces vingt dernières années dans le secteur de l’énergie. Ces trois multinationales ont allègrement participé à la fragilisation de notre approvisionnement énergétique en détruisant l’outil industriel et en refusant d’investir quand cela était nécessaire.

Aujourd’hui, il est indispensable de remettre de la cohérence dans la politique énergétique du pays. La France a besoin de développer une véritable politique industrielle permettant de renforcer sa souveraineté énergétique. L’État français doit prendre rapidement la décision d’en finir avec cette logique de marché qui amène le pays dans une situation où la précarité énergétique augmente, où les usagers paient le prix fort sur leur facture, alors que dans le même temps, les profits sont au plus haut !

Si ces trois industriels sont prêts à s’engager et à collaborer activement sur les sujets de transition énergétique alors que d’ordinaire ils sont en concurrence, la Fnic CGT et la FNME CGT demandent au gouvernement de nationaliser tout le secteur énergétique (les filières gaz, électricité et pétrole). Elles demandent aussi que le statut juridique de ces trois groupes passe en Epic (établissement public à caractère industriel et commercial). La Fnic CGT et la FNME CGT ­réaffirment que l’énergie ne peut pas être laissée dans les mains du marché et à des effets spéculatifs.

Dans l’immédiat et afin de redonner du pouvoir d’achat aux Français, les trois énergéticiens devraient exiger du futur gouvernement de voter une loi pour faire baisser la TVA de 20,6 % à 5,5 % pour toutes les énergies. Pour éviter de pénaliser les citoyens dans une sobriété énergétique imposée dès l’automne 2022, pourquoi l’État ne demanderait-il pas, par exemple, au PDG d’EDF de réouvrir sa centrale à charbon du Havre et sa centrale nucléaire de Fessenheim ? La question se pose aussi pour la centrale à charbon de Gardanne chez GazelEnergie. Cela ne doit être ni un problème d’effectif ni un problème financier. Les ambitions doivent être à la hauteur des besoins.

L’exemple de ce qui se passe en Allemagne, qui a décidé de relancer ses centrales à charbon, doit forcer le futur gouvernement à réfléchir en urgence pour trouver des solutions transitoires. Plutôt qu’une fermeture purement politique, il est temps d’envisager un avenir meilleur aux sites industriels des ­centrales à charbon, notamment pour des reconversions qui permettent la poursuite d’une exploitation de production d’énergie nécessaire pour le mix énergétique, le ­service public et l’intérêt général.

De même, on mesure aujourd’hui l’impact des fermetures de raffineries françaises de pétrole depuis dix ans. Nos capacités de raffinage représentent à peine plus de la moitié des besoins en produits pétroliers. Entre la concurrence mondiale, la spéculation et les sanctions contre la Russie, l’industrie est pénalisée et les consommateurs en paient le prix fort.

La France doit retrouver une indépendance dans ce domaine et mettre sous contrôle public la transition vers une utilisation du pétrole comme matière première et non comme une énergie pour les moteurs thermiques. Pour la Fnic CGT et la FNME CGT, *« agir dès cet été nous permettra d’être mieux préparés pour aborder l’hiver prochain, notamment préserver nos réserves de gaz »* *.* C’est alors appliquer les orientations syndicales portées à travers le programme progressiste de l’énergie pour l’avenir du service public. Cela permettrait aussi de ­répondre aux défis de ­demain en coordonnant le développement des ­filières des énergies renouvelables, du thermique décarboné, du nucléaire et de l’hydrogène pour renforcer le mix énergétique et assurer l’avenir du service public de l’énergie.

L’énergie est notre bien commun, alors ne laissons pas les libéraux avares du marché et de la concurrence organiser leur politique énergétique du pire dans un seul ­objectif de satisfaire leur appétit financier lié à la remontée des dividendes.